



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## VINGT-HUITIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Jakarta (Indonésie), 15–19 mai 2006

### Point 6 de l'ordre du jour

**Rapport sur les activités de la FAO dans la région Asie-Pacifique (2004-05) centrées sur la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et suite donnée aux recommandations de la vingt-septième Conférence régionale**

## Table des matières

	Paragraphes
I. Introduction	1 - 2
II. Activités de la FAO dans la région (2004-2005) centrées sur la réalisation de l'objectif du SMA et des OMD	3 - 82
A. OBJECTIF 1: ÉRADIQUER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM	3 - 35
B. OBJECTIF 2: ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	36 - 40
C. OBJECTIF 3: PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	41 - 45
D. OBJECTIF 4: RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE	46 - 47

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.  
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

---

E. OBJECTIF 5: AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE	48 - 49
F. OBJECTIF 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES	50 - 53
G. OBJECTIF 7: ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE	54 - 66
H. OBJECTIF 8: METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT	67 - 82
III. Suite donnée aux recommandations de la vingt-septième Conférence régionale	83 - 122

## I. Introduction

1. De nombreuses activités interdépendantes ont été engagées et menées à bien pour appuyer la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) d'éradiquer la faim et contribuer directement ou indirectement à la réalisation des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Conformément à son mandat et à ses compétences, la contribution directe la plus importante de la FAO se rapporte à l'Objectif 1 sur la réduction de la faim et de la pauvreté. L'Organisation fournit également une contribution significative à l'Objectif 7 sur l'environnement durable, ainsi qu'aux Objectifs 3 sur l'autonomisation des femmes et 8 sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, et plus particulièrement d'un système d'échanges multilatéral équitable et fondé sur des règles communes. L'Organisation contribue aussi de manière indirecte à la réalisation des Objectifs 2 concernant l'éducation primaire, 4 sur la mortalité infantile, 5 sur la santé maternelle et 6 sur la lutte contre les maladies au travers principalement de son action en faveur de la réduction de la faim et de la malnutrition, ainsi que dans le domaine de la sécurité alimentaire pour réduire les maladies d'origine alimentaire. Voir l'Annexe 1 pour la répartition des activités dans la région en faveur des OMD.

2. Il n'est pas possible dans un document de cette longueur de présenter un bilan exhaustif des activités engagées durant la période 2004-2005; le présent rapport se limitera donc aux principales activités réalisées dans les pays insulaires d'Asie et du Pacifique, décrites dans le chapitre II. Le chapitre III détaille les mesures prises pour donner suite aux recommandations de la vingt-septième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique qui s'est tenue à Beijing, en mai 2004.

## II. Activités de la FAO dans la région (2004-2005) centrées sur la réalisation de l'objectif du SMA et des OMD

### A. OBJECTIF 1: ÉRADIQUER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM

#### *Dans la région*

3. Plus de 200 projets de terrain ont été engagés dans 34 pays de la région Asie-Pacifique dans les domaines suivants: cultures, systèmes d'appui à l'agriculture, sols et eau, élevage, pêches, forêts, sécurité alimentaire, nutrition, qualité et sécurité sanitaire des aliments, appui aux politiques agricoles, environnement et développement rural. Le financement de ces projets s'est élevé à 39,1 millions de dollars EU en 2004 et devrait atteindre 42 millions de dollars EU en 2005. Au cours des huit premiers mois de l'année 2005, 30 nouveaux projets sont devenus opérationnels pour un budget total de 33 millions de dollars EU.

4. Le Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire (PSSA), centré sur l'augmentation de la production alimentaire et des revenus des agriculteurs dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), est opérationnel dans 14 pays d'Asie. Le Programme régional pour la sécurité alimentaire dans le Pacifique qui couvre les 14 pays membres du Forum des Îles du Pacifique est pleinement opérationnel. Il a pour objet de promouvoir la production alimentaire et la création de revenus au niveau national, tout en abordant les questions de politique générale et de facilitation des échanges au niveau régional. Suite au succès de plusieurs projets PSSA pilotes, des programmes nationaux de sécurité alimentaire sont actuellement en cours d'élaboration en Afghanistan, au Cambodge, en Indonésie et au Pakistan.

5. Les chiffres les plus pertinents concernant les activités et projets d'investissement agricole dans la région Asie-Pacifique sont les suivants:

- 303 missions (166 missions en 2004; 137 missions jusqu'en septembre 2005)
- 37 projets approuvés (24 projets en 2004; 13 projets jusqu'en septembre 2005)

- total des financements mobilisés: 3 100,32 millions de dollars EU (1 843,63 millions en 2004; 1 256,69 millions jusqu'en septembre 2005).

### *En Asie*

6. La réponse de la FAO au tsunami du 26 décembre 2004 dans l'océan Indien a été immédiate. Dans les 24 heures qui ont suivi la catastrophe, la FAO avait mobilisé des équipes nationales et internationales d'experts pour évaluer les dommages causés aux moyens d'existence ainsi qu'aux secteurs de l'agriculture, des pêches et des forêts, et déterminer l'assistance nécessaire. Des équipes spéciales ont été mises en place tant au Siège (sous la direction du Directeur général adjoint) qu'au Bureau régional (sous la direction du Sous-Directeur général et du Représentant régional). La FAO a aussi pleinement participé à l'Appel d'urgence lancé par les Nations Unies pour porter secours aux communautés sinistrées. Entre décembre 2004 et novembre 2005, 33 projets d'aide d'urgence ont été réalisés dans cinq pays d'Asie affectés par le tsunami (Indonésie, Maldives, Myanmar, Sri Lanka et Thaïlande) pour un montant de 28,7 millions de dollars EU, ainsi que dix projets régionaux s'élevant à 8,8 millions de dollars EU. En outre, la FAO a accordé sur les fonds de son Programme de coopération technique (PCT) une aide financière de 1,5 million de dollars EU (versée immédiatement après la catastrophe). L'Organisation a joué un rôle de chef de file dans la collecte et la diffusion des informations immédiatement après la catastrophe, pour faciliter la planification et la coordination des opérations de secours et de relèvement dans le secteur des pêches.

La FAO a envoyé des équipes multidisciplinaires sur le terrain en Indonésie, à Sri Lanka et en Thaïlande pour fournir des avis techniques et un appui à la préparation des évaluations des dommages et des besoins, ainsi que des plans de relèvement destinés à la reprise des activités agricoles. Outre cette aide d'urgence, elle a engagé un effort particulier d'appui aux plans de relèvement à moyen et long termes destinés à renforcer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des communautés affectées par la catastrophe, dans l'optique d'une utilisation durable des ressources. Actuellement, 15 fonctionnaires de la FAO, souvent assistés par des consultants nationaux, sont engagés sur le terrain en Indonésie, sept à Sri Lanka, deux en Thaïlande et deux aux Maldives.

Le Bureau régional de la FAO a organisé cinq ateliers régionaux au cours du premier trimestre 2005 – sur l'agriculture, les pêches, les forêts, le financement rural et l'insécurité alimentaire – dans le but d'encourager l'établissement de réseaux de partenaires et l'élaboration de cadres stratégiques pour les interventions (inter)sectorielles.

7. À la suite du séisme d'octobre 2005, la FAO a lancé un appel portant sur 440 millions de dollars EU pour la remise en état des systèmes d'irrigation, de culture et d'élevage au Pakistan. L'appel, qui s'appuyait sur une évaluation des dommages et des besoins dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage réalisée par l'Organisation, a servi de base pour un plan de redressement rapide post-séisme ainsi que pour des activités de reconstruction et de réhabilitation à plus long terme.

8. La FAO, par le biais de sa Commission de lutte contre le criquet pèlerin en Asie du Sud-Ouest, a poursuivi ses activités en matière de prévention de ce fléau à travers le renforcement des capacités nationales de surveillance, de notification et de lutte en Afghanistan, en Inde, en Iran et au Pakistan.

9. Cinq pays de la région ont reçu un soutien technique pour lutter contre l'hispidité du cocotier, avec des résultats généralement satisfaisants jusqu'ici. Les activités réalisées incluent l'exécution de projets, des consultations d'experts, l'élaboration de programmes pour les écoles pratiques d'agriculture et la formulation de plans d'action nationaux.

10. Neuf pays ont bénéficié d'un appui technique à travers 11 missions axées sur l'amélioration, le développement et la commercialisation des cultures horticoles et vivrières dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et d'atténuer la pauvreté, et notamment un projet réalisé au Pakistan et financé par les États-Unis pour un montant de 6 millions de dollars EU.

11. Un soutien a été apporté dans plusieurs pays à des initiatives de développement des capacités et de recherche axées sur la production d'huile de coco vierge et de produits dérivés à valeur ajoutée, ainsi que sur l'amélioration de la qualité et des possibilités de commercialisation du poivre, du café et d'autres cultures industrielles de la région.
12. Quinze missions de soutien technique ont été réalisées pour aider des projets de terrain FAO exécutés dans sept pays à produire de la valeur ajoutée grâce à des pratiques améliorées de gestion et de traitement avant et après récolte.
13. Sept pays ont reçu une assistance, à travers une vingtaine de missions, pour promouvoir des systèmes de production durables orientés vers les marchés. Un appui leur a été fourni pour encourager les activités génératrices d'emplois et de revenus, plus particulièrement en faveur des paysans sans terre, marginaux et démunis.
14. Vingt et une missions de soutien technique ont été conduites dans six pays d'Asie pour appuyer des projets de terrain FAO. Ces missions avaient pour principal objet d'aider les petits agriculteurs à mieux appréhender les possibilités et les risques associés à la libéralisation des marchés, la privatisation des services agricoles et la mondialisation des échanges, et à développer des services et des entreprises plus efficaces et mieux adaptés à la demande.
15. Un programme intitulé « École de gestion des activités agricoles » est en cours d'élaboration et d'expérimentation sur le terrain pour aider les petits agriculteurs à adapter leurs activités aux évolutions du marché. Les matériels de formation mettront l'accent sur le développement des capacités et le renforcement des liens avec le marché pour aider les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires à effectuer la transition vers une agriculture commerciale.
16. Des projets d'appui à la réforme agraire et aux communautés urbaines et périurbaines, ainsi qu'au développement de l'aquaculture, ont été exécutés au Bangladesh, en République populaire démocratique de Corée, en Inde et aux Philippines, avec des financements du Fonds fiduciaire.
17. La FAO, en concertation avec des partenaires internationaux et les pays du Bassin du Mékong, a examiné les différentes possibilités de réduire la pauvreté dans les communautés des hautes terres à travers l'amélioration de la foresterie communautaire et industrielle. Des stratégies de développement forestier ont été élaborées en faveur des petites exploitations familiales, d'une foresterie communautaire efficace, de la réduction de la pauvreté grâce à la foresterie industrielle et des moyens d'existence ruraux dérivés de la forêt.
18. Un projet régional porte sur les besoins en information pour la gestion des pêcheries au Cambodge, en Thaïlande, au Timor-Leste et au Viet Nam. Un autre projet régional concerne l'amélioration des systèmes de déclaration des pêches continentales en Malaisie, au Myanmar et aux Philippines.
19. Une conférence FAO/OMS sur les actions pratiques visant à promouvoir la sécurité alimentaire dans la région a été organisée en Malaisie, avec la participation de 35 pays membres de la région Asie-Pacifique.
20. Un séminaire régional auquel ont participé 17 pays membres a été organisé par la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique pour donner une impulsion à la mise en œuvre du « Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides » en vue d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments et de protéger la santé humaine et l'environnement.
21. Plus de 80 représentants de 17 pays ont participé aux travaux de la vingtième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique (APCAS). Plusieurs autres ateliers et projets visant à appuyer les statistiques agricoles ont été réalisés. Une synthèse des

données régionales est publiée chaque année dans *Selected indicators of food and agricultural development in the Asia-Pacific region*.

22. Des projets visant à renforcer les capacités en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments dans de nombreux pays de la région sont actuellement en cours d'exécution. De nombreux ateliers ont été organisés dans le but d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, le cadre réglementaire, les « aliments fonctionnels » et la formation des formateurs.
23. En collaboration avec l'Agence pour le développement international de la Nouvelle Zélande (NZAID) et l'OMS, la FAO travaille actuellement sur un projet destiné à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et sa gestion au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam.
24. Le projet Asian Bio-Net en cours d'exécution – dont l'objet est d'aider les pays de la région à exploiter sans risque les bénéfices de la biotechnologie – a produit un document de référence sur la sécurité biologique des cultures génétiquement modifiées en Asie et un manuel de communication sur les risques associés à l'utilisation de ces cultures. Des ateliers de formation nationaux ont été organisés dans le but de renforcer le cadre national de chacun des pays participants en matière de biosécurité.
25. Des ateliers et tables rondes sur des questions de politique générale ont été organisés aux niveaux régional et sous-régional pour clarifier les liens et l'impact des politiques sectorielles et sous-sectorielles sur la sécurité alimentaire des ménages et la réduction de la pauvreté.
26. Une table ronde régionale de haut niveau sur le thème « Donner l'impulsion à des programmes et à la coopération à l'échelon sous-régional pour éradiquer la pauvreté et l'insécurité alimentaire en Asie et dans le Pacifique » a été organisée conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies (CESAP) et la Banque asiatique de développement (BAsD). La réunion a permis d'identifier des mécanismes de collaboration régionale et sous-régionale pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et de la Déclaration du SMA.
27. La FAO a pris l'initiative d'un réseau régional de centres de recherche nationaux/régionaux sur les politiques agricoles pour qu'il joue un rôle catalyseur dans l'examen des politiques et l'échange d'informations et d'expériences pratiques en matière de développement agricole et rural.
28. En partenariat avec l'Association des institutions de recherche agricole de l'Asie et du Pacifique (APAARI) et le Forum mondial de la recherche agricole (FMRA), un dialogue de haut niveau sur le thème « Les biotechnologies au service de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté: opportunités et défis » a été organisé pour faire le point des expériences nationales concernant l'application des biotechnologies, appréhender l'état actuel et les limites de la recherche publique dans ce domaine et mettre en lumière les questions de politique générale et de réglementation que posent les biotechnologies pour répondre aux problèmes de sécurité alimentaire, de développement durable et de biosécurité.

#### *Dans les pays insulaires du Pacifique*

29. Des projets PCT portant sur le développement de systèmes d'irrigation à petite échelle et à faible coût ont été mis en oeuvre à Nioué et au Samoa pour augmenter la production agricole et horticole.
30. Des études de faisabilité ont été réalisées pour évaluer la viabilité d'une petite unité de transformation de la patate douce aux Tonga, et d'une installation de développement et de transformation agroalimentaire aux Fidji.

31. Un soutien technique a été apporté à des projets de terrain aux Palaos, au Samoa, dans les îles Salomon et à Vanuatu dans l'optique d'accroître la valeur ajoutée des productions grâce à la transformation des produits agricoles et la production de plantes racines déshydratées.

32. Le soutien accordé à la Communauté de la noix de coco pour l'Asie et le Pacifique (CNAP) a été maintenu, et un nouveau projet a vu le jour à Nauru pour lutter contre les effets dévastateurs de l'hispidité du cocotier.

33. Dans le cadre de projets PCT, les Fidji ont bénéficié d'un soutien pour améliorer la production laitière à base de fourrages des petites exploitations, et une formation en gestion intégrée des cultures et de la riziculture a été mise en place.

34. Dans le cadre d'un projet PCT, la FAO a aidé les pays insulaires du Pacifique à améliorer l'efficacité de leurs systèmes d'assurance qualité pour les produits de la mer et à renforcer leurs capacités nationales en matière d'inspection sanitaire, afin de satisfaire aux exigences de leurs principaux partenaires commerciaux internationaux. Un soutien a aussi été apporté à l'amélioration des systèmes de collecte des données et des statistiques des pêches pour une politique et une gestion plus efficace de l'aquaculture et des pêcheries côtières et de subsistance.

35. La FAO a fourni une formation sur place à la planification de projets aux îles Marshall, aux États fédérés de Micronésie, aux Palaos et à Vanuatu, et elle a aidé d'autres pays insulaires du Pacifique à identifier leurs priorités de développement par secteurs clés.

## **B. OBJECTIF 2: ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS**

### *En Asie*

36. Un soutien a été apporté à des projets PSSA et autres en République démocratique populaire lao et au Bangladesh en vue de promouvoir l'amélioration de la nutrition, y compris par le biais des potagers scolaires.

37. Un appui technique a été fourni au Bangladesh, à l'Inde et au Népal pour l'amélioration des règles d'hygiène alimentaire.

38. Une étude de cas sur les « meilleures pratiques » en matière d'éducation et de formation des jeunes en milieu rural, en Malaisie, a été achevée, et une autre a démarré en République démocratique populaire lao. Ces études de cas font l'objet d'une publication, qui inclura une précédente étude réalisée au Viet Nam.

### *Dans les pays insulaires du Pacifique*

39. Cinq études de cas sur les meilleures pratiques pour l'éducation et la formation des jeunes en milieu rural aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle Guinée, au Samoa et aux Tonga ont été menées à terme et publiées.

40. Deux projets PCT ont été mis en oeuvre au Samoa et aux Tonga pour appuyer des initiatives de vulgarisation agricole visant à développer des capacités de gestion, de commercialisation et de transformation des produits agricoles parmi des groupes de jeunes agriculteurs.

## **C. OBJECTIF 3: PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES**

### *En Asie*

41. Un certain nombre de programmes d'autonomisation des femmes ont été mis en oeuvre en Afghanistan, au Bangladesh et aux Philippines; ils mettent l'accent sur l'alphabétisation des femmes, le développement des microentreprises, la diversification des systèmes agricoles ainsi que l'agriculture urbaine et périurbaine.

42. Une consultation régionale d'experts qui avait pour objet de mettre en lumière les questions de parité dans les systèmes d'existence fondés sur la riziculture en Asie a été convoquée en Thaïlande pour traiter des problèmes des femmes en milieu rural à l'occasion de l'Année internationale du riz.

43. Une consultation régionale a été organisée en République démocratique populaire lao sur les progrès des femmes en milieu rural 10 ans après la Conférence de Beijing (Beijing + 10) dans le but de formuler des recommandations sur les politiques et les programmes nationaux visant à promouvoir l'autonomisation des femmes.

44. Un CD-ROM *Gender and women in agriculture and rural development in Asia* a été produit pour aider les professionnels de l'agriculture et du secteur rural à acquérir les compétences de base nécessaires pour intégrer les questions de parité dans la recherche, l'enseignement et la vulgarisation agricoles. Un réseau sous-régional de spécialistes de la parité et de la place des femmes dans l'agriculture et le développement rural a été mis en place par la FAO.

45. Une formation à l'analyse socioéconomique et sexo-spécifique a été fournie à des professionnels en Inde et à Aceh (Indonésie) pour renforcer les capacités en matière de stratégies intégrant les questions de parité hommes-femmes.

#### **D. OBJECTIF 4: RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE**

##### *En Asie*

46. Dans le cadre du projet SICIIV Asie, des ateliers de formation ont été organisés en République démocratique populaire lao, aux Philippines et à Sri Lanka, pour développer l'information sur l'alimentation et la nutrition à l'échelon national.

47. Des initiatives « Nourrir les esprits, combattre la faim » ont été engagées en Inde, en Indonésie et au Népal.

#### **E. OBJECTIF 5: AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE**

##### *En Asie*

48. Un appui technique a été fourni à un projet PCT au Cambodge pour améliorer la sécurité alimentaire des ménage et le revenu familial i) en formant les femmes à des activités rémunératrices comme les potagers familiaux, la conduite de l'élevage et les traitements après récolte et ii) en soutenant l'élaboration de politiques et programmes prenant en compte les questions de parité.

##### *Dans les pays insulaires du Pacifique*

49. Un soutien technique a été fourni aux îles Cook par le biais d'un projet PCT de transformation des aliments, de potagers familiaux et de commercialisation; ce projet mettait l'accent sur le renforcement des capacités en vue d'un développement prenant en compte la parité hommes-femmes pour améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages.

#### **F. OBJECTIF 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES**

##### *Dans la région*

50. La mise en oeuvre du Cadre global pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TAD) est bien avancée et s'inscrit dans le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES). Le GF-TAD est axé sur la surveillance et la réponse aux maladies animales qui ont une incidence importante dans la région sur les plans économique et sanitaire. Les activités

engagées pour réduire le risque et l'incidence de la grippe aviaire, de la fièvre aphteuse, de la septicémie hémorragique et de la peste porcine se poursuivent.

#### *En Asie*

51. La FAO a aidé à poursuivre le programme d'analyse des questions socioéconomiques et de la parité hommes-femmes dans le Nord de l'île de Luzon, aux Philippines, en 2005. Un volet très important de ce programme a été l'introduction d'un module de formation portant sur l'incidence des maladies (y compris le VIH/SIDA, la tuberculose et d'autres) sur la production et la productivité agricoles ainsi que la sécurité alimentaire des ménages, en dehors des aspects sanitaires.

52. En réponse à l'épidémie de grippe aviaire, dès le début de l'année 2004, la FAO a mobilisé une aide d'urgence pour les pays concernés – 5,6 millions de dollars EU alloués à 13 projets PCT nationaux et régionaux. En outre, elle a reçu 8,1 millions de dollars EU en fonds fiduciaires de la part d'un certain nombre de donateurs. En février 2004, la FAO a convoqué deux réunions d'urgence – l'une à Rome, l'autre à Bangkok – des autorités concernées et des responsables des services vétérinaires des pays touchés d'une part et des organisations internationales d'autre part, pour définir des lignes directrices et des recommandations plus détaillées pour la gestion de la crise à l'échelle nationale et internationale.

Une stratégie mondiale de maîtrise progressive de la grippe aviaire a été élaborée conjointement par la FAO et l'OIE, et la FAO aide actuellement les pays membres intéressés à élaborer des stratégies nationales ou sous-régionales.

53. Un projet de Fonds fiduciaire FAO/Banque asiatique de développement, de lutte contre les maladies animales transfrontières, auquel participent cinq pays du Bassin du Mékong, a été mis en place pour combattre la grippe aviaire, la fièvre aphteuse et la peste porcine classique.

### **G. OBJECTIF 7: ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE**

#### *Dans la région*

54. Des ateliers nationaux sur la formulation et la mise en oeuvre de programmes forestiers nationaux ont été organisés en Chine, aux Fidji, en Indonésie, en République démocratique populaire lao, en Malaisie, aux Philippines, en Thaïlande, au Timor-Leste, à Vanuatu et au Viet Nam. Ces ateliers ont permis de sensibiliser les pays à la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes dans le développement forestier et d'incorporer dans leurs programmes nationaux des questions intersectorielles.

55. L'Initiative *Recherche d'excellence* a permis de repérer et de documenter des pratiques exemplaires de gestion des forêts dans la région, et de favoriser une prise de conscience accrue de l'importance d'une bonne gestion forestière dans l'ensemble de la région.

56. Dans le cadre de l'Initiative pour l'environnement et le développement de l'élevage, trois études pilotes ont été réalisées en Chine, en Thaïlande et au Viet Nam, pour évaluer l'impact de l'élevage industriel sur l'environnement et l'intégration à l'échelle de la région des activités spécialisées d'élevage et de production agricole.

#### *En Asie*

57. La FAO continue d'étendre son programme régional de formation sur la modernisation des systèmes d'irrigation: plusieurs ateliers ont été organisés en Inde, en Malaisie, au Pakistan, en Thaïlande et au Turkménistan. Des matériels pédagogiques en plusieurs langues sont accessibles en ligne.

58. En partenariat avec la CESAP, la FAO a publié une synthèse d'un projet pilote conjoint portant sur l'élaboration d'un programme intitulé « Vision nationale de l'eau et action » au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Myanmar. D'autres activités menées

conjointement sont la mise en place d'un réseau électronique régional et la création d'un site Internet consacré à la planification et à la gestion stratégiques dans le secteur de l'eau.

59. La FAO cofinance et participe à une « Évaluation détaillée de la gestion de l'eau dans l'agriculture » axée sur les pays en développement dans lesquels l'accès à l'eau est crucial pour assurer les moyens d'existence. Ce projet implique une alliance composée d'environ 90 institutions.

60. Trois projets PCT sur la gestion intégrée des éléments nutritifs des plantes ont été exécutés en République populaire démocratique de Corée, en République démocratique populaire lao et en Thaïlande.

61. Une évaluation de la situation de l'agriculture favorisant la conservation des ressources a été effectuée dans la région. Un soutien technique a été apporté à des projets PCT de cette nature exécutés en République populaire démocratique de Corée, au Kirghizistan et en Ouzbékistan, ainsi qu'à des projets sur la gestion durable des sols difficiles en Chine et en Thaïlande.

62. Le programme de protection intégrée (PI) pour le coton a achevé ses activités à la fin de l'année 2004, tandis que le programme interpays de protection intégrée des légumes, qui couvre cinq pays du Bassin du Mékong, est entré dans sa seconde phase début 2005.

63. Le Programme sur les grands écosystèmes marins du Golfe du Bengale s'est attaché à améliorer la qualité de l'environnement et à répondre aux besoins des populations locales dont les moyens d'existence dépendent étroitement des ressources du Golfe.

64. La création d'un centre de réflexion sur les politiques forestières en Asie a été décidée en vue d'aider les pays membres à répondre efficacement aux nouvelles demandes en matière de politiques forestières et de faciliter l'intégration des questions intersectorielles et des aspects plus larges du développement durable dans les politiques et programmes forestiers.

65. La mise en oeuvre du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO se poursuit en Asie à travers plusieurs projets régionaux, dont le projet sur la réduction de la pauvreté grâce à une meilleure gestion des ressources aquatiques.

#### *Dans les pays insulaires du Pacifique*

66. Dans le cadre du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO, un projet PCT régional sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée a été élaboré pour les États fédérés de Micronésie, Tonga et Tuvalu. Des études ont été engagées en vue de l'élaboration d'un plan national de gestion des pêches au requin pour les Palaos, et d'une politique de la pêche pour les îles Marshall. La FAO a fourni un soutien aux États fédérés de Micronésie dans le domaine législatif, et plus particulièrement sur la question des pêcheries côtières.

## **H. OBJECTIF 8: METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT**

### *Dans la région*

67. La FAO a continué de travailler en étroite collaboration avec les institutions financières qui sont ses partenaires de longue date – Banque asiatique de développement (BASD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Fonds de l'OPEP pour le développement international, Fonds international de développement agricole (FIDA) et Banque mondiale – pour mobiliser des fonds en faveur de l'agriculture et du développement rural. Ces activités concernent l'identification, la préparation, la supervision et l'évaluation des projets d'investissement dans les domaines suivants: irrigation et développement des ressources en eau, infrastructures rurales, arboriculture et développement forestier, recherche et technologie, et diversification des cultures.

68. Deux normes régionales pour les mesures phytosanitaires ont été adoptées à la vingt-quatrième session de la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique (APPPC) en vue de l'harmonisation des mesures phytosanitaires entre les pays membres.

69. La FAO a introduit l'initiative stratégique « Comblent le fossé numérique en milieu rural » dans la région Asie-Pacifique, en commençant par des études de cas sur les pratiques et modèles novateurs d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Chine, en Inde et en Thaïlande. Ces études sont en cours de diffusion, et de nouvelles études de cas sont à l'étude.

70. Améliorer la gestion et la diffusion des informations issues de la recherche agricole a été possible grâce au développement des capacités et aux ateliers organisés pour appuyer le réseau AGRIS en Asie. La FAO a collaboré avec l'Académie nationale de gestion de la recherche agronomique (NAARM) du Centre international de contrôle des performances de l'élevage (CICPE) et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) pour organiser des ateliers régionaux sur l'utilisation du kit de ressources pour la gestion de l'information (IMARK), en vue de renforcer les capacités informatiques en faveur du développement agricole en Asie du Sud et dans le Pacifique, respectivement.

71. La FAO et ses partenaires ont lancé le Système de recherche en ligne sur l'agriculture (AGORA), aujourd'hui disponible dans 26 des pays les moins avancés de la région. Le site AGORA offre un accès libre aux principales publications scientifiques dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, des sciences de l'environnement et des sciences sociales connexes.

#### *En Asie*

72. Quatre ateliers régionaux ont été organisés par la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique pour examiner et définir des normes régionales et internationales pour l'application des mesures phytosanitaires (NRMP et NIMP) et promouvoir le renforcement des capacités en matière de protection phytosanitaire et d'application des normes internationales dans le cadre des échanges internationaux.

73. Deux ateliers régionaux et deux ateliers nationaux ont été organisés pour développer les capacités de mise en oeuvre de la Convention de Rotterdam, qui vise à réduire les effets nocifs des pesticides sur la santé humaine et l'environnement.

74. Dans le cadre d'un partenariat FAO-GTZ (Office allemand de la coopération technique), 120 systèmes de microcrédit supplémentaires ont été implantés dans huit pays d'Asie. Quatre formations régionales ont été dispensées pour appuyer le système de microcrédit FAO-GTZ, et 30 experts nationaux ont été formés à l'installation, la maintenance et l'utilisation du système. Quatre ateliers et stages de formation nationaux ont été organisés au Cambodge et à Sri Lanka, pour un total de 100 participants.

75. La FAO et l'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique (APRACA) ont organisé conjointement un atelier régional sur l'environnement légal et réglementaire du microcrédit rural, ainsi qu'une conférence sur les concepts et pratiques novateurs en matière de finances rurales.

76. Trois projets financés par des fonds fiduciaires ont été mis en oeuvre en Afghanistan pour appuyer le développement de nouveaux moyens d'existence durables. Un projet PCT sur le renforcement de l'enseignement à distance à l'appui du développement agricole et rural a été finalisé en Chine. En collaboration avec des partenaires, la FAO a démarré quatre études de cas sur les meilleures pratiques en matière d'apprentissage ouvert et de téléenseignement dans le domaine du développement agricole et rural en Inde, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande.

77. La FAO, en collaboration avec l'UNESCO et l'UNESCO-IIPE, a entrepris huit études de cas sur des projets novateurs de diffusion conduits par des établissements supérieurs d'enseignement agricole.

78. L'Organisation a accordé son soutien à la quatrième Conférence internationale de la Fédération asiatique des technologies de l'information dans l'agriculture et au deuxième Congrès mondial sur l'informatique dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, y compris un atelier spécial d'échanges d'idées sur l'utilisation des nouvelles TIC pour le développement rural.

79. En avril 2004, le Bureau régional de la FAO, en partenariat avec le FIDA, a organisé un atelier de planification sur l'analyse des politiques en faveur des pauvres et le dialogue au niveau national. L'atelier a évalué les besoins des principales institutions gouvernementales de certains pays d'Asie en matière d'analyse et d'élaboration des politiques en faveur des pauvres et de changements institutionnels. Ses conclusions ont été largement reprises dans un projet d'aide aux politiques financé par le FIDA pour un montant de 2 millions de dollars EU.

#### *Dans les pays insulaires du Pacifique*

80. Un soutien financier est actuellement apporté au titre du Programme ordinaire de la FAO à 14 pays insulaires du Pacifique pour l'exécution de projets PSSA nationaux et régionaux, la Chine et les Philippines fournissant pour leur part une assistance technique dans le cadre du Programme de coopération Sud-Sud, soit un total de huit experts et 45 techniciens détachés dans la région pour une durée de deux ans. En outre, à l'échelle régionale, cinq consultants CTPD spécialisés dans les domaines du Codex, des normes sanitaires et phytosanitaires, de la législation et du renforcement des institutions, ont été affectés au Bureau sous-régional pour les Îles du Pacifique en vue de faciliter le commerce intra- et interrégional.

81. Un projet de développement des capacités en vue du renforcement des systèmes de réglementation alimentaire, de l'harmonisation des normes alimentaires et de la mise en œuvre du Codex s'est conclu avec succès dans les îles Cook, aux Fidji, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu.

82. Un soutien a été apporté à quatre pays insulaires pour l'élaboration et l'amélioration de leur législation en faveur de la gestion durable des forêts. Des consultations sont également en cours avec d'autres petites îles et atolls pour identifier leurs besoins et élaborer des plans en vue de la mise en œuvre de programmes forestiers nationaux adaptés à la spécificité des pays insulaires.

### **III. Suite donnée aux recommandations de la vingt-septième Conférence régionale**

83. Le chapitre ci-après contient un bref résumé des mesures prises par l'Organisation pour donner suite aux recommandations adoptées par la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, avec le soutien financier d'un grand nombre de donateurs et en partenariat avec un large éventail d'institutions gouvernementales, d'organisations régionales et internationales et d'organisations non gouvernementales.

#### **Session ministérielle de la Conférence**

*Fournir un soutien ciblé aux pays insulaires du Pacifique pour faire face aux défis particuliers auxquels ils sont confrontés, grâce à la mise en place de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention en cas de catastrophes et de gestion de celles-ci, à la mise en place des systèmes de production agricole adaptés, à la transformation et à la commercialisation de produits à valeur ajoutée et à un soutien en matière de politiques.*

84. La FAO a lancé en mai 2004 un Programme régional pour la sécurité alimentaire (PRSA) dans les pays insulaires du Pacifique, avec un soutien financier de 4,5 millions de dollars EU du Fonds fiduciaire. Ce programme a pour objectif global de renforcer la sécurité alimentaire tant au

niveau régional qu'au niveau national, à travers la mise en œuvre d'un certain nombre de composantes verticales et horizontales. Trois millions de dollars EU ont été alloués à l'échelon national pour promouvoir la sécurité alimentaire des ménages et le développement d'activités rémunératrices au titre de la composante verticale. À l'échelon régional, le PRSA met l'accent sur des questions horizontales telles que l'élaboration des politiques et la facilitation des échanges commerciaux. Un financement additionnel de 2,8 millions de dollars EU, prélevé sur les ressources du Programme ordinaire de la FAO, a été affecté au PRSA pour faciliter l'assistance technique au titre de la Coopération Sud-Sud avec la Chine et les Philippines, et l'apport de compétences spécialisées par le biais de la Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

85. La FAO a apporté son soutien aux pays insulaires du Pacifique dans différentes activités de renforcement des capacités se rapportant à des méthodes efficaces de prévention et de lutte contre l'introduction et la propagation des ravageurs des plantes.

86. Un soutien aux agriculteurs et aux pêcheurs victimes de catastrophes a été apporté à Nioué et Fidji à travers deux projets PCT d'intervention d'urgence suite à un cyclone, incluant une campagne de sensibilisation à la préparation aux catastrophes et à l'atténuation de leurs effets.

87. Les pays de la région Pacifique ont reçu un soutien pour la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable et de la législation sur la pêche côtière.

***Poursuivre les activités de renforcement des capacités aux fins des négociations commerciales multilatérales et bilatérales, en particulier dans le cadre du Programme pour le développement de Doha, afin de réduire les distorsions commerciales internationales et d'offrir de nouvelles possibilités aux pays en développement.***

88. Deux ateliers régionaux ont été organisés – l'un en Thaïlande pour les pays asiatiques, l'autre au Samoa pour les pays insulaires du Pacifique – pour renforcer la capacité des pays membres à participer efficacement aux négociations commerciales en cours de l'OMC, en particulier celles qui portent sur les règles et le cadre pour la poursuite de la libéralisation du commerce agricole.

89. Deux tables rondes ont été consacrées aux dispositions de l'accord de l'OMC qui intéressent les pays insulaires du Pacifique.

90. Dans le cadre du PRSA pour la sous-région du Pacifique, diverses activités de développement des capacités dans le domaine de la facilitation du commerce – aux niveaux national et régional – en liaison avec la mise en œuvre de normes sanitaires et phytosanitaires pour les exportations agricoles sont en cours de préparation.

***Continuer à jouer son rôle de facilitateur en tant qu'organisation présidant le Partenariat de collaboration sur les forêts dans le cadre du Forum des Nations Unies sur les forêts.***

91. La FAO a continué de jouer son rôle de chef de file en assumant la présidence et en facilitant les travaux du Partenariat de collaboration sur les forêts, qui coordonne les activités réalisées par les organisations internationales pour appuyer la mise en œuvre des propositions du Groupe intergouvernemental sur les forêts/Forum intergouvernemental sur les forêts (GIF/FIF) pour l'aménagement durable des forêts à l'échelon national et sous-national.

### **La riziculture et le développement agricole et rural durable en Asie et dans le Pacifique**

***Aider les États membres à mettre en œuvre des approches intégrées afin d'accroître la productivité des systèmes agricoles fondés sur la riziculture grâce i) à la modernisation des technologies, ii) à l'amélioration de la gestion des exploitations, iii) à l'arrêt de la dégradation des terres et à leur remise en état, iv) à la réduction de la pollution de l'air et des eaux, v) à l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau, vi) à l'accès élargi à la terre, vii) au renforcement des institutions en vue de promouvoir une gouvernance participative, viii) à l'amélioration de l'accès aux financements, à l'appui aux services de commercialisation et à***

***d'autres types de soutien dans des conditions de rentabilité et ix) à l'accroissement constant des capacités en vue d'assurer une production rizicole durable.***

92. La FAO a continué de promouvoir la gestion intégrée des résidus, des sols, des ressources en eau et des engrais pour stimuler la production agricole dans les systèmes fondés sur la riziculture à travers divers projets PCT et PSSA et ateliers, et elle a introduit le *Ricecheck System* aux Philippines et en Thaïlande par le biais de deux projets PCT.

93. Des projets ont été élaborés pour l'amélioration des traitements après récolte en République populaire démocratique de Corée et au Timor-Leste.

94. Un soutien technique a été fourni à l'Afghanistan, au Bhoutan et à la République populaire démocratique de Corée pour la mise en oeuvre de pratiques agricoles conservatrices des ressources dans le but de stopper la dégradation des sols et d'optimiser l'utilisation des ressources foncières.

95. La mise en oeuvre de stratégies efficaces pour un développement agricole et rural durable a été encouragée à travers des études de cas et des ateliers de formation.

96. Des activités visant à démontrer l'importance des poissons et autres ressources aquatiques dans les rizières et dans les zones humides connexes pour l'amélioration de la nutrition et des moyens d'existence des populations rurales ont été développées. Un atelier a été organisé pour faire le point sur l'expérience acquise et examiner les méthodes d'évaluation de la contribution nutritionnelle de ces ressources.

97. La FAO a organisé un atelier au Viet Nam, et une séance spéciale lors du second Forum de l'eau en Asie du Sud-Est qui s'est tenu à Bali, consacrés aux stratégies d'évaluation des grands systèmes d'irrigation fondés sur la riziculture dans la région.

98. Des ateliers de formation sur la modernisation des grands systèmes d'irrigation fondés sur la riziculture ont été organisés en Malaisie et en Inde – avec publication des matériels pédagogiques en plusieurs langues – en vue de renforcer les capacités et d'améliorer les performances.

99. Des études sur la contamination par l'arsenic de la chaîne alimentaire ont été entamées au Bangladesh pour répondre au problème de la pollution de l'eau.

***Continuer à fournir un appui technique aux États membres pour mettre en oeuvre des programmes visant à diversifier l'économie rurale, afin de promouvoir un développement agricole et rural plus durable.***

100. La FAO a continué de promouvoir un développement agricole et rural durable à travers i) la publication d'un kit de formation à la gestion de coopérative destiné aux femmes rurales, et ii) l'organisation d'un atelier sur l'informatique à l'appui des initiatives nationales de promotion du développement des coopératives agricoles.

101. Un soutien technique a été fourni au Cambodge et aux îles Cook à travers des projets PCT axés sur les potagers familiaux et la transformation des produits agricoles au niveau des villages pour lutter contre la pauvreté.

102. La FAO a collaboré avec le Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) à des programmes visant à renforcer le rôle des collectivités locales dans la gestion des ressources agricoles grâce au renforcement des capacités des associations locales.

***Aider les États membres à analyser le commerce international du riz, à accéder à l'information sur les marchés et à s'adapter à la libéralisation des échanges, notamment dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)***

103. La FAO a fourni un soutien à la fois technique et financier à de nombreux pays de la région pour la préparation et la célébration de l'Année internationale du riz. Elle a convoqué une importante conférence à Rome – *Le riz sur les marchés mondiaux et les systèmes de production durables* – pour célébrer l'Année internationale du riz. Cette conférence revêtait une importance particulière pour la région dans la mesure où l'Asie représente à elle seule environ 90 pour cent de la production et de la consommation mondiales de riz. Parmi les thèmes abordés figuraient notamment les répercussions du Cycle de Doha de l'OMC pour le secteur de la riziculture, l'évolution des structures, activités et performances du marché mondial du riz, les perspectives du marché et les défis à venir.

104. Un certain nombre de présentations de politique générale sur la question des moyens d'existence fondés sur la riziculture ont été faites à l'occasion de différents forums internationaux de haut niveau, notamment un discours inaugural sur le thème: « La production mondiale de riz peut-elle satisfaire la demande? » prononcé lors du Forum international du riz à Manille.

105. Un document FAO analysant le commerce international du riz, la stabilité du marché en termes de prix et de volumes ainsi que ses perspectives futures avec les implications pour les négociations multilatérales en cours, a été présenté à la Conférence internationale de recherche sur le riz de 2004, au Japon.

106. La FAO continue de publier le *Rice Market Monitor* plusieurs fois par an, publication également disponible sur Internet. Le Monitor fait une large place aux évolutions des marchés asiatiques du riz.

***Continuer de fournir un soutien technique aux États Membres pour aider à réduire les pertes avant et après la récolte dans le secteur rizicole, grâce à des technologies et à une gestion plus adaptées.***

107. La FAO a coorganisé une consultation d'experts en Thaïlande avec la participation de 16 pays, autour de la recherche sur les traitements après récolte qui visent à améliorer la sécurité alimentaire.

108. Un soutien technique a été fourni au Bangladesh, au Cambodge et à la République populaire démocratique de Corée sur l'amélioration des traitements avant et après récolte.

***Faire davantage pour faciliter la collaboration dans des domaines comme l'amélioration de la qualité, le calibrage et la normalisation, la sécurité sanitaire des aliments, et la promotion du commerce international, grâce à des réseaux et à des consortiums, notamment dans le cadre de l'Alliance internationale contre la faim.***

109. Le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique a approuvé un projet régional de facilitation des échanges – qui doit être exécuté par l'Université du Pacifique Sud, la FAO et l'OMS – pour renforcer la capacité de ses États Membres à instaurer et appliquer une législation et des normes alimentaires harmonisées.

110. La FAO et l'OMS ont conjointement organisé le second Forum mondial des responsables de la réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments en vue d'instaurer des systèmes efficaces de sécurité sanitaire des aliments dans la région; elles ont aussi fourni une assistance technique au Cambodge, à la République populaire lao et au Viet Nam pour l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et de sa gestion, par le biais d'un projet régional. La FAO et l'OMS ont également organisé une formation sur l'élaboration de normes alimentaires fondées sur le risque pour les pays à faible revenu d'Asie.

111. Sous les auspices du Cadre de coopération FAO/Institut international des sciences de la vie, une réunion sur la sécurité sanitaire des aliments a été organisée dans la région de l'Association sud-asiatique de coopération régionale pour encourager l'harmonisation des normes nationales conformément aux règles du Codex.

### **Renforcement des institutions au service de la vulgarisation agricole**

***Examiner la corrélation entre l'évolution des dépenses de vulgarisation et celle du nombre d'agriculteurs.***

112. Une étude a été engagée dans certains pays de la région pour comprendre la corrélation entre les dépenses de vulgarisation et le nombre d'agriculteurs actifs, en vue de fournir aux décideurs des données statistiquement fiables pour l'élaboration des futurs programmes de vulgarisation agricole.

***Donner des avis aux États Membres sur les approches et les mécanismes les plus efficaces en matière de vulgarisation agricole et appuyer les mesures prises pour renforcer la capacité des services nationaux de vulgarisation agricole.***

113. La FAO est le chef de file du programme phare « L'éducation pour les populations rurales » qui implique plus de 200 organisations à travers le monde et qui vise à répondre aux besoins spécifiques des populations rurales pour contribuer à l'objectif de l'éducation primaire pour tous et de la réduction de la pauvreté en milieu rural.

114. Un atelier a été organisé en Thaïlande pour examiner des stratégies nouvelles d'utilisation de l'apprentissage ouvert et du téléenseignement en vue de promouvoir le développement agricole, l'équité et l'amélioration des moyens d'existence.

***Continuer à fournir soutien et conseils aux États Membres pour qu'ils réexaminent et revoient régulièrement leurs politiques agricoles, notamment en matière de vulgarisation, en fonction des besoins.***

115. Une série d'études de cas portant sur des pratiques innovantes d'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service de la vulgarisation agricole publique et privée a été préparée pour être diffusée et servir de guide aux décideurs politiques et autres parties prenantes.

116. Des notes stratégiques ont été préparées à l'intention du Gouvernement du Bangladesh, pour recommander des réformes politiques et institutionnelles dans les sous-secteurs clés de l'agriculture pour lutter contre la pauvreté.

117. Deux projets PCT sont en cours d'exécution i) en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour l'élaboration d'un plan national de développement agricole 2006-2010 et ii) aux Maldives pour la préparation d'un plan décennal pour la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural durables.

### **Suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et au Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après. Dimensions régionales**

***Continuer à appuyer le renforcement des capacités nationales en matière d'analyse des questions commerciales, aider les pays à formuler et à mettre à jour leur législation nationale sur le commerce extérieur, faciliter la mise en commun aux niveaux régional et sous-régional des informations concernant les négociations commerciales et aider les pays à améliorer leur compétitivité, pour ce qui est des prix et de la qualité des produits.***

118. Un projet PCT de renforcement des capacités en matière d'évaluation et de suivi de la compétitivité du secteur agricole au Myanmar a été achevé.

119. Dans le cadre d'un projet financé au titre du Fonds fiduciaire, des ateliers de renforcement des capacités en vue d'améliorer la compétitivité de l'agriculture ont été organisés au Cambodge, en République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Viet Nam, ainsi que des tables rondes portant sur la relance du secteur agricole.

***Travailler avec les pays qui ont lutté avec succès contre la sous-alimentation en vue de réaliser des études de cas identifiant les éléments ayant contribué à cette réussite qui pourraient être diffusés et recommandés à plus large échelle.***

120. Dans le cadre de l'analyse des changements structurels enregistrés dans la région et de leur impact économique potentiel, la FAO a lancé une étude sur les deux économies en développement les plus importantes de la région: la Chine et l'Inde. Elle a également commandé des études de cas sur l'évolution du secteur agricole en Thaïlande et au Viet Nam pour tenter de tirer des leçons de leur expérience quant aux moyens de réaliser une croissance économique durable et d'améliorer la sécurité alimentaire nationale à travers la mise en œuvre de politiques et réformes institutionnelles appropriées, tout en renforçant l'intégration régionale.

121. Un atelier sur le thème « La Chine, l'Inde et certaines économies asiatiques: incidence d'une croissance économique rapide sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Asie et dans les pays du Bassin Pacifique » a été organisé à Séoul (République de Corée), les 8 et 9 décembre 2005, pour valider les conclusions des études de cas et confronter les points de vue nationaux et régionaux sur les implications et les premiers enseignements. L'atelier a été suivi par de hauts fonctionnaires/représentants des gouvernements et des instituts de recherche politique d'une vingtaine de pays de la région.

### **Questions diverses**

***Fournir davantage de directives en ce qui concerne les procédures à suivre pour examiner les points soumis pour débat par rapport aux points soumis à titre d'information, et inviter la FAO à relier chaque fois que possible les points soumis à titre d'information aux points à débattre.***

122. Une réflexion approfondie a été menée pour améliorer l'organisation de la Conférence régionale et le déroulement de ses travaux. Des procédures internes ont été introduites pour faciliter les consultations entre les parties prenantes concernées lors de la préparation des points soumis pour examen et de la sélection des points pour information en fonction de leur pertinence en regard des points à débattre, afin qu'ils puissent faciliter le déroulement des débats.

**ANNEXE 1**  
**ACTIVITÉS RÉALISÉES DANS LA RÉGION AU TITRE DU PROGRAMME ORDINAIRE À L'APPUI DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT<sup>1</sup>**

Objectifs du Millénaire pour le développement	Activités							Total
	Appui aux politiques <sup>2</sup>	Formation, ateliers, visites d'étude	Réunions, séminaires, consultations d'experts	Soutien technique aux projets de terrain	Publications, CD-ROM inclus	Projets de terrain	Programme de partenariat	
<b>Objectif 1</b> <i>Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim</i>	42	135	65	161	69	95	387	954
<b>Objectif 2</b> <i>Assurer l'éducation primaire pour tous</i>	0	2	11	8	4	4	0	29
<b>Objectif 3</b> <i>Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes</i>	0	3	9	12	15	8	12	59
<b>Objectif 4</b> <i>Réduire la mortalité infantile</i>	0	2	2	9	2	4	0	19
<b>Objectif 5</b> <i>Améliorer la santé maternelle</i>	0	0	0	2	0	2	0	4
<b>Objectif 6</b> <i>Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies</i>	0	0	0	20	0	14	0	34
<b>Objectif 7</b> <i>Assurer un environnement durable</i>	19	31	21	33	14	17	10	145
<b>Objectif 8</b> <i>Mettre en place un partenariat mondial pour le développement</i>	4	15	11	11	5	6	2	54

<sup>1</sup> Bien que de nombreuses activités se rapportent directement ou indirectement à plus d'un objectif, chacune a été classée sous un objectif unique.

<sup>2</sup> Limité à trois types d'appui aux politiques: a) les conseils fournis aux États Membres, b) les analyses et documents de politique générale destinés spécifiquement aux États Membres et c) les missions lorsqu'elles ont pour objet de donner des conseils directs de politique générale.

**ANNEXE 2**  
**ACTIVITÉS RELEVANT DU PROGRAMME ORDINAIRE DE LA FAO: FORMATION, RÉUNIONS, APPUI DIRECT AUX**  
**ÉTATS MEMBRES, SOUTIEN TECHNIQUE DES PROJETS DE TERRAIN, PUBLICATIONS ET PROGRAMME DE**  
**PARTENARIAT EN 2004 ET 2005**

Grands Programmes	Formations, ateliers et visites d'étude <sup>3</sup>				Réunions, séminaires et consultations d'experts <sup>4</sup>				Appui direct aux États membres <sup>5</sup>				Soutien technique des projets de terrain				Publications, hors documents de travail (nombre)		Programme de partenariat <sup>6</sup> (nombre)	
	Activités		Personnes formées		Nombre		Participants nationaux		Personnel FAO (mois-travail)		Consultants (mois-travail)		Experts et consultants (nombre)		Cadres de la FAO (mois-travail)					
	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05	2002-03	2004-05
2.1 – Agriculture	31	62	585	1206	34	31	1618	1024	77.3	57	85.1	41.5	50	88	66.8	123	26	41	156	283
2.2 – Politiques agricoles & alimentaires/ Développement	25	22	766	347	27	17	655	472	25.8	29.5	164.5	42	102	26	44.2	18.75	23	12	41.5	25
2.3 – Pêches	2	4	68	190	6	11	262	210	5.2	9.5	7	21.9	0	22	3.1	12	8	28	9	24
2.4 – Forêts	26	32	656	770	20	43	1013	682	15.5	16	30.8	88	4	27	37	5	48	27	18	16
2.5 - Contributions au développement durable et au Programme spécial	11	11	281	367	14	20	560	410	13	34	33	24	39	21.5	43	19.5	28	20	25	84
<b>Total</b>	95	131	2356	2880	101	122	4108	2798	136.8	146	320.4	217.4	195	184.5	194.1	178.25	133	128	249.5	432
% hausse/baisse	+37.89		+22.24		+20.79		-31.89		+6.73		-32.15		-5.38		-8.17		-3.76		+73.15	

<sup>3</sup> Sont incluses toutes les activités de formation mises en oeuvre indépendamment de l'origine des financements, à l'exception des formations faisant l'objet de projets de terrain.

<sup>4</sup> Certaines réunions ont été financées en tout ou partie par des fonds extrabudgétaires.

<sup>5</sup> Pour le personnel de la FAO, les chiffres se réfèrent uniquement au temps passé sur le terrain; pour les consultants, ils renvoient à la durée totale de la mission.

<sup>6</sup> Sont inclus les missions CTPD/CTPT, les experts en visite, les experts retraités et les jeunes cadres.